

## Une transition verte sans croissance ?

Jean-Marie Harribey

20 décembre 2021

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2021/12/20/une-transition-verte-sans-croissance>

Est-il certain qu'il n'y aura « pas de transition verte sans croissance » économique ? C'est ce qu'affirme dans sa chronique du *Monde* du 19 et 20 décembre 2021 Patrick Artus. L'économiste conseiller de la banque Natixis nous a tellement habitués à dire tout et le contraire de tout qu'il est légitime de s'interroger.

À l'appui de sa thèse, le besoin d'investissement brut est énorme : entre 4 et 5 % par an du produit brut mondial pendant trente ans. Tout le monde est à peu près d'accord sur cette évaluation ; jusque-là, on suit Artus. Il ajoute que les investissements dans les énergies fossiles vont diminuer et qu'il ne faudra plus que 3 ou 4 % d'investissement net. Remarquons une première chose : l'économiste nomme ce solde entre investissement pour la transition et désinvestissement dans les fossiles « investissement net », ce qui ne correspond pas à la définition habituelle. Ce n'est pas grave, on comprend ce qu'il veut dire. Mais est-ce exact ? Imaginons qu'on ait un stock de capital « brun » qu'on ne renouvelle pas ; les sommes nouvelles qui lui sont consacrées sont nulles. Le seul investissement nécessaire est celui consacré à la transition : si les besoins sont bien évalués entre 4 et 5 % du produit brut, ils restent à ce niveau.

L'économiste indique ensuite que si le PIB n'augmentait pas, l'augmentation de l'investissement signifierait une baisse d'autant de la consommation. Et pire, le PIB potentiel diminuerait parce que la transition détruirait dans un premier temps du capital. On ne comprend plus trop car ce raisonnement contredit le précédent où il était question d'« investissement net supplémentaire », c'est-à-dire un solde de capital nouveau positif. De plus, qui peut dire aujourd'hui qu'une véritable transition détruira plus de production et d'emplois qu'elle n'en créera ? S'il faut plus de travail dans l'industrie locale durable, dans l'agriculture biologique, dans les services aux personnes, dans les rénovations multiples, la valeur ajoutée nette ne s'accroîtrait-elle pas en termes monétaires ? Un PIB, ce sont des quantités multipliées par des prix ; donc si les prix augmentent parce qu'il faut plus de travail (et non pas à cause d'une érosion monétaire), en faisant plus que compenser la baisse de certaines quantités, que peut-on dire du PIB à venir ?

Là où Artus a raison, c'est quand il voit le risque pour les ménages modestes d'une baisse de la production. Il en conclut qu'il nous faudra « davantage de revenu, donc de croissance ». Il ne lui vient pas à l'idée que l'on pourrait pratiquer une réduction des inégalités et que les classes riches percevraient moins de revenus et que les bas salaires seraient accrus. D'ailleurs, c'est très étonnant de la part d'un partisan de la croissance qui doit savoir que le pouvoir d'achat supplémentaire donné aux pauvres stimule l'activité économique.

Venons-en aux conditions permettant d'assurer la transition artusienne. La première est d'avoir des taux d'intérêt bas pour financer les investissements. C'est exact, mais en rester là signifie qu'on restreint le champ de la transition à l'économie privée, ou bien que, s'agissant de l'investissement public, on n'a recours qu'à un financement sur les marchés financiers.

Mais depuis quand le financement obligatoire (obligatoire !) des investissements publics sur les marchés financiers est-il devenu une loi naturelle de l'économie ?

La deuxième condition repérée par Artus est l'amélioration de la formation et des compétences qui « permettrait celle du taux d'emploi, donc celle de la production potentielle, ce qui permettrait d'accroître l'investissement nécessaire à la transition à la transition énergétique sans avoir à faire reculer la consommation. » Toute la chaîne de causalité indiquée par l'économiste est à revoir. Si l'éducation et la formation sont indispensables, où a-t-on vu que leur amélioration créait *ipso facto* des emplois et une augmentation du taux d'emploi ? Où a-t-on vu que c'était l'emploi qui déterminait l'investissement ? Il faut alors s'arrêter sur la conclusion du raisonnement de l'auteur : « La transition énergétique nécessiterait *donc* de la croissance, plutôt que de la décroissance. Je souligne le « donc », car l'auteur fait ici de la croissance une conclusion, alors qu'il avait posé celle-là auparavant comme une hypothèse conditionnant la suite.

La chute est donc prévisible : « Il existe une stratégie qui, en France, permettrait de réaliser les investissements nécessaires sans réduire la consommation : celle qui viserait une croissance des compétences et une croissance du taux d'emploi. » On reconnaît les incantations à l'augmentation du taux d'emploi, comme si celle-ci émanait d'une décision des travailleurs. Evidemment, dans cette perspective, il n'est jamais envisagé une réduction du temps de travail, au contraire, voyons la réforme des retraites qui se profile de nouveau.

Par ailleurs, on ne peut que rester impressionné par la persévérance dans l'erreur du gouverneur de la Banque de France dans l'entretien accordé aux *Échos* le 20 décembre 2021 : tout l'arsenal néolibéral est réaffirmé, de l'austérité à la diminution de la dette publique, en passant par la croyance que la croissance économique va revenir durablement [\[1\]](#).

C'est là le point faible de la démarche des économistes qui ne peuvent se défaire des préceptes néolibéraux. Comment peut-on discourir sur la croissance verte sans se poser une seconde la question de la possibilité matérielle de l'engager et de la mener à bien ? Qu'en sera-t-il des matières premières nécessaires au changement de modèle productif ? Croit-on que les batteries au lithium, au cobalt, au nickel, au manganèse et autres métaux rares sont promises à l'éternité ? Une fois de plus, le changement de l'économie est conçue hors-sol : ses bases matérielles sont soit absentes, soit tenues comme pouvant être remplacées grâce au progrès technique.

Patrick Artus a raison de mettre les pieds dans le plat sur la question difficile de la transition, même s'il se les emmêle un peu. Tout ce qu'il dit des besoins est exact, notamment besoin d'investissement, besoin de compétences. Mais, si, dans la phase de transition, un investissement net massif provoquera encore vraisemblablement un temps de croissance économique, celle-ci ne sera plus à rechercher comme un objectif permanent puisque, au contraire, on visera le ralentissement quantitatif au profit de la qualité de la production. Enfin, la crainte de ne pas avoir suffisamment d'argent pour financer la transition est révélatrice de la persistance de la croyance en la nécessité d'avoir une épargne disponible que l'on irait glaner sur les marchés philanthropes, oubliant la possibilité de mettre le crédit bancaire au service de la transition, tant celui en provenance des banques ordinaires, que celui que pourrait faciliter la banque centrale. Au lieu d'avoir peur de manquer d'argent, on ferait

mieux de craindre de manquer de ressources matérielles à force de les gaspiller ou de les détruire.

Au final, la question difficile à se poser n'est pas comment faire de la croissance économique pour assurer une transition verte, mais comment engager cette transition (donc dans un premier temps) avec une croissance la moins forte possible ? Avouons que le chemin n'est pas simple à trouver. C'est tellement vrai que tous les concepteurs des scénarios énergétiques élaborés (négaWatt, Ademe, RTE et même l'AIE) reconnaissent que la sobriété s'impose à tous [2].

[1] François Villeroy de Galhau, « La BCE n'agit pas pour financer les déficits français », *Les Échos*, 20 décembre 2021. Le côté le plus plaisant est les virements réguliers des experts sur la prévision de l'inflation.

[2] Si *Le Monde* le reconnaît, c'est que ce doit être vrai : Pierre Mouterde, « Neutralité carbone : tous les scénarios passent par la sobriété », *Le Monde*, 17 décembre 2021.